Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 7 | 2006

Proximité et environnement

L'usage du principe de proximité comme instrument d'ajustement de la décision publique

Le cas de l'implantation de plateformes de compostage de boues en Dordogne

Christian Nicourt et Jean Max Girault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2572>

DOI : 10.4000/developpementdurable.2572

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Christian Nicourt et Jean Max Girault, « L'usage du principe de proximité comme instrument d'ajustement de la décision publique », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 | 2006, mis en ligne le 04 mai 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2572> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.2572

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

L'usage du principe de proximité comme instrument d'ajustement de la décision publique

Le cas de l'implantation de plateformes de compostage de boues en
Dordogne

Christian Nicourt et Jean Max Girault

- 1 « *On ne veut pas être la poubelle de la CUB [Communauté Urbaine de Bordeaux]* »... Ainsi s'exprime dans la presse¹ l'adjoint au maire d'une commune de Dordogne où est projetée l'implantation d'une plateforme de compostage de boues de stations d'épuration. Ce rejet s'inscrit dans un double mouvement : depuis le décret napoléonien de 1810, celui d'une tendance longue à la relégation qui réorganise la géographie des activités polluantes et/ou nuisantes hors des agglomérations (Nicourt et Girault, 1995, Guillerme et al. 2004) ; sur un temps plus court, les mutations socio-spatiales qui ont marqué l'espace rural modifient ses représentations collectives (Mathieu et Jollivet, 1989). Dès lors, les aménagements « *urbains* » dans l'espace rural voient se multiplier les conflits (Lecourt, 2003). La place du droit en est redessinée (Lascoumes 1995), tandis que celle du territoire est réactivée. En effet, la sociologie a, de longue date, noté que la distance sociale peut se traduire par des ordres spatiaux (Park et al., 1925), qui peuvent évoluer. Le territoire est aussi réinvesti au titre de la proximité —spatiale— dont le rôle dans le déclenchement des conflits et l'intensité de la mobilisation est largement relevé. Les travaux de géographie sociale mettent ainsi l'accent sur les relations entre proximité spatiale et proximité sociale à travers l'étude des conflits suscités par les projets ou le fonctionnement d'aménagements ou d'équipements. Ceux-ci interrogent les relations sociétés/territoires/environnement (Le Floch, 2000). Dans ces conflits, à la racine desquels l'événement spatial (EPEES, 2000), aménagement ou équipement, tend à réorganiser le système géographique, se construit un processus de territorialisation (Di Méo, 1998). Là, les collectifs impliqués se font hérauts de l'espace concerné et « *acteurs de l'actualisation locale des règles nationales et européennes* » (Mele, 2003). Dès lors, la discussion des intérêts mobilisés questionne la

figure du NIMBY (Jobert, 1998 ; Trom, 1999) et interroge les modes de légitimation (Boltanski et Thevenot 1991) comme les procédures (Blatrix, 1999). Or, les acteurs impliqués agissent à des échelles différentes. Dans ce cadre, la mobilisation du principe de proximité révèle l'asymétrie de leurs rapports et, au moment de leur emboîtement territorial, le choc des échelles de référence. Ainsi, pour le maire adjoint cité ci-dessus, le principe de proximité se traduit d'abord en iniquité.

- 2 Dès l'origine, l'affichage du principe de proximité (dans les textes réglementaires, chartes ou discours) constitue un instrument de gouvernement à l'usage des décideurs : « *un mode d'action de certains sur certains autres* » (Foucault, 1984). En effet, l'absence de définition de cette proximité en termes d'échelle spatiale permet de légitimer les choix d'implantation. Alors, dans la perspective d'une sociologie compréhensive initiée par Max Weber, pour les acteurs impliqués par l'implantation du projet, la proximité serait aussi un espace d'interconnaissance (Maget, 1955) qui s'opposerait à un espace éloigné, lieu de toutes les inconnues. Dans cette proximité, la transparence des actions jouerait un rôle d'outil de contrôle et d'incitation à la « *responsabilité* ». A chacun de gérer ses déchets et d'en produire le moins possible, sachant que l'espace de proximité, via la transparence supposée, en permettrait le contrôle et obligerait à réduire les émissions. La surveillance exercée devrait fournir des informations permettant de laver les déchets, provenant de la proximité, de tout soupçon sanitaire. Les conflits concernant l'implantation de plateformes de compostage de boues questionnent ainsi l'argument d'équité mis en avant au travers du principe de proximité dans la gestion des déchets. Nous nous inscrivons dans ce questionnement, en formulant l'hypothèse que la dimension plastique et polysémique qu'attribuent les acteurs à la notion en font autant un instrument de gouvernement qu'un ressort de mobilisation légitimant les oppositions. Dans cette confrontation asymétrique, au cours de laquelle s'affrontent des logiques relevant d'échelles différentes, l'argument de proximité constitue, pour les populations riveraines, un outil d'interrogation qui réorganise les perceptions du territoire et contribue à sa reconstruction identitaire.
- 3 Notre propos s'appuie sur l'analyse de conflits lors d'enquêtes publiques concernant l'implantation de plateformes de compostage de boues de stations d'épuration destinées à être épandues sur les sols agricoles en Dordogne². Son matériau est constitué d'éléments issus des dossiers d'enquêtes publiques, en particulier les livrets d'enquête sur lesquels sont consignés les oppositions, de documents administratifs liés à la gestion départementale des déchets, des textes produits par les associations impliquées et des articles de la presse départementale. Il est complété par des entretiens auprès d'acteurs administratifs, associatifs, agricoles et opérationnels impliqués³.
- 4 Jusqu'en 1999, les boues des stations d'épuration de Dordogne sont épandues sur des parcelles dans le cadre de contrats de gré à gré entre des agriculteurs (parfois organisés en Coopérative d'utilisation de matériel agricole —CUMA) et des collectivités territoriales productrices. Les textes réglementaires sont souvent ignorés et lorsque des riverains s'insurgent, les sites sont abandonnés au profit de nouvelles parcelles plus éloignées. Alors, une large partie des boues de l'agglomération de Périgueux sont épandues dans la région de la Douze, distante d'une vingtaine de kilomètres, où un industriel propose l'implantation d'une plateforme de compostage. Une telle installation implique des risques envers les populations proches (odeurs, pollution des eaux, circulation de poids lourds : accident, bruit, pollution, détérioration des routes...). En développant pour la première fois un équipement d'une telle dimension, et en conformité avec les textes

réglementaires, l'industriel entre en concurrence avec les CUMA, qui cherchent à contrôler le marché des boues sur le département. L'enjeu du conflit sera alors aussi bien la défense des riverains que celle d'une filière de gestion des boues contrôlée par le secteur agricole. Que le premier site de la Douze (abandonné par l'industriel malgré l'obtention de l'arrêté d'autorisation pour des motifs politiques) soit à moins de 20 km de Périgueux ou que celui de Saint Paul la Roche (où l'industriel rachète une entreprise de broyage d'écorce de pin qui entrera dans la composition du compost) soit à plus de 50 km, fournit surtout l'argument d'une alliance opportuniste (voir carte). Elle permet aussi aux agriculteurs et à leurs organisations de se poser en défenseurs d'une ruralité se préservant des nuisances urbaines.

- 5 Nous verrons d'abord que la dimension polysémique de la proximité permet aux gestionnaires de légitimer les projets envisagés selon des logiques opportunistes. Nous montrerons ensuite que, dans les mobilisations collectives, les populations impliquées donnent un autre sens à la notion et s'emparent du principe comme slogan de leur mobilisation. Dans ce mouvement, les populations dominées reconstruisent leur identité. Nous verrons alors que la proximité sert de creuset à une réinterprétation du territoire. Au final, nous nous interrogerons sur son usage comme instrument d'aménagement.

1- Proximité et instrument de gouvernement

- 6 Après les multiples incidents qui ont marqué la circulation des déchets de Seveso, le principe de proximité a été inscrit dans la Convention de Bâle du 22 mars 1989 pour contrôler les « *mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination* ». A son tour, la loi déchets du 13/7/1992, qui prône l'élaboration de plans départementaux d'élimination des déchets ménagers, privilégie ce principe dans une perspective de limitation des transports des déchets et des risques afférents : « *l'application du principe de proximité nécessite tout d'abord une évaluation précise des impacts des flux de déchets prévus par les différents scénarios* ». D'emblée, les cadrages spatiaux semblent des plus flous : le « *souci de conduite des démarches communes entre divers périmètres ou départements doit être accompagné d'une volonté de privilégier des filières qui assurent une réduction des impacts dus aux transports, notamment routiers* ». Ne sont ici concernés que les déchets des ménages. Les déchets industriels banals, destinés à la valorisation, circulent librement en Europe.
- 7 Les circulaires ultérieures précisent peu le contenu du principe. Ainsi, celle du 28/4/98 propose une définition des « *plans déchets* » en ayant « *une vision allant au-delà du périmètre défini, nécessitant l'établissement de coopérations entre périmètres... Cette orientation peut aussi constituer une application raisonnable du principe de proximité* ». Ici, la proximité, conçue comme distance entre une aire de collecte et celle du traitement des déchets permet une gestion opportuniste, c'est-à-dire ne tenant pas compte de principes, mais plutôt d'opportunités financières, foncières ou industrielles... Quant à la circulaire du 28 juin 2001, relative à la gestion des déchets organiques, elle conçoit la valorisation de proximité comme reposant sur « *un territoire donné, en accompagnement et en réponse à une demande réelle des différents marchés pour les composts qu'elle produit* ». A l'alinéa 5.2, elle reprend l'argument de la limitation du transport, pour préciser comment la proximité s'inscrit comme relation entre les flux et les techniques de compostage. « *Elle commence avec la gestion domestique qui représente la plus grande proximité possible... Gestion de petits flux par excellence, elle prend tout son sens avec les déchets organiques puisqu'il est possible de les composter même en toutes petites quantités. Cela va du compostage individuel au compostage sur*

petites plateformes en milieu rural, en passant par le compostage de quartier, de hameau ou de village ». En contrepoint (alinéa 5.3), une autre proximité peut apparaître sans limites. « *La gestion centralisée consiste à rassembler autant de flux que possible sur une plateforme centrale pour réaliser des économies d'échelle sur les investissements et le fonctionnement. Elle prend tout son sens dans les zones de moyenne et forte densité de population où des circuits relativement courts de collecte permettent de rassembler de gros flux de déchets. Le compost, produit en grandes quantités, est souvent destiné au marché de masse des amendements organiques (agriculture...)* ». Là encore, la distance est relative au contexte ; ainsi les déchets de la capitale, épandus même au-delà du bassin parisien, sont conformes aux textes. La conclusion (alinéa 5.4) apparaît alors quelque peu incantatoire : « *il est important que les utilisateurs de compost soient proches des gisements de déchets, car c'est un facteur de transparence, de maîtrise et donc de confiance pour la filière. La proximité entre les gisements de déchets et les utilisateurs de compost est d'ailleurs fortement souhaitée dans les cahiers des charges de certaines industries de l'agroalimentaire* ». On notera cependant d'autres argumentations de proximité définissant une autre perspective dans des cahiers des charges. Ainsi, la seconde Charte Bonduelle (2000) — à la suite d'une collaboration avec la Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (DRIRE) du Pas de Calais — pose la proximité entre des cultures légumières et des installations polluantes (incinérateurs...) comme un risque sanitaire.

1-1 Des textes polysémiques à partir d'un principe flou

- 8 La question posée étant celle des flux et éventuellement de leur impact, on conçoit que la distance puisse devenir un élément secondaire. Par contre, elle est susceptible d'être utilisée comme argument circonstanciel. Ainsi, un préfet a cassé un contrat entre une commune et une entreprise située à 60 km, arguant que le principe de proximité avait été bafoué⁴. Cependant, en Dordogne, une distance semblable, entre l'installation de traitement et la communauté productrice des déchets, est considérée comme conforme au plan.
- 9 Le principe est aussi censé répondre à la multiplication des conflits à propos des nouvelles installations de traitement de déchets devant remplacer les décharges sauvages qui émaillaient alors l'espace hexagonal. Il apparaît comme justification possible pour toute localisation d'installation. Dans cette perspective, il vise aussi à limiter la portée des conflits initiés par des riverains. Ainsi que le précisent les recommandations de l'ADEME, ces conflits doivent être envisagés lors de l'implantation des installations de traitement de déchets organiques : « *sur le plan de l'environnement, les risques d'odeurs, même faibles, sont à prendre en compte dans l'élaboration du projet ; la proximité d'habitations par exemple peut conduire la collectivité à prévoir des équipements spécifiques. L'isolement du site dans une zone moins contraignante permet de limiter ce type d'investissement* »⁵.
- 10 Au niveau national, les positions des associations sont en accord avec les textes. Pour les Amis de la Terre, il convient de « *traiter nos déchets sur place. Traiter nos déchets dans le département, créer des déchetteries, des centres de recyclage (...) c'est créer l'emploi sur place* »⁶. Pour France Nature Environnement (FNE), il convient de « *respecter le principe de proximité avec un schéma de transport intégré aux plans, qui doit tenir compte des "bassins de vie" plutôt que des limites administratives* »⁷. L'association remarque cependant que « le principe de proximité est une notion essentielle de la loi de 1992 qui n'a pas eu d'applications

concrètes et qui en a de moins en moins avec la pénurie de centres de traitement de certains départements ».

- 11 Ainsi défini par les textes et conforté par la reconnaissance des associations, le principe de proximité s'applique aux installations de traitement de déchets. Or ces installations, qualifiées pudiquement⁸ de « plateformes » et assimilées ainsi à des nœuds de flux, sont soumises à la législation sur les ICPE⁹. Laquelle consacre (depuis près de deux siècles) une autre interprétation de la proximité : celle des risques subis par les riverains de l'installation classée. Ces risques définissent des distances de retrait aux installations (notamment pour celles soumises à la directive Seveso) et un périmètre dans lequel les populations concernées (par le risque) sont invitées à formuler leurs remarques. L'installation de traitement de déchet doit donc être proche des émetteurs de déchets, tout en s'éloignant des populations riveraines... Les porteurs de projets comme leurs opposants sont alors fondés à se prévaloir des textes.

1-2 En Dordogne, une interprétation guidée par des opportunités et influencée par la position agricole

- 12 En Dordogne, le Plan départemental d'élimination des déchets n'est qu'en projet à l'époque des deux conflits analysés (1999 et 2001). Néanmoins, la « *Charte de qualité relative à l'élimination des boues du département de la Dordogne* », élaborée fin 1999, s'inscrit dans sa perspective. Pourtant, la localisation des projets d'installations de traitement résulte d'opportunités : politique dans un cas, économique dans l'autre. Les arguments justifiant la localisation interviennent a posteriori.
- 13 La contestation de l'implantation par les populations s'effectue au nom de la proximité. Elle ne semble cependant pas influencer les choix opérés. Ainsi, lors du projet de la Douze, toutes les délibérations des conseils municipaux relevant de l'enquête publique ont émis des avis défavorables au projet. Pour celui de la Douze, l'opération projetée « devrait prendre en compte plus précisément la protection des populations concernées (...) et des communes proches du site ». Il souligne « la présence à proximité du site d'habitations pouvant être incommodées par les odeurs ». Celui de St-Félix mentionne « l'incommodation des habitants proches du site par des odeurs, le rejet de gaz non traités, des poussières et des vapeurs, les risques de pollution de produits agricoles ». Celui de Cendrieux « s'inquiète pour le développement du tourisme et le risque de pollution d'un forage alimentant une trentaine d'exploitations fraisières ». Celui de Lacropte du « risque pour le développement du tourisme et de pollution de la nappe phréatique ». Certes, les avis des services sont tous favorables : Culture, DDASS, Emploi, Pompiers, DRIRE, DDE, DDAF ; et le Conseil Général demande aux représentants de l'Etat de veiller à ce que « les déchets utilisés ne proviennent que du département de la Dordogne ». Au terme de l'enquête publique (EP), le Commissaire enquêteur (CE), relève 164 observations défavorables dans son compte-rendu (7/7/99). Elles soulignent, pour la plupart, des interrogations sur la proximité du projet. Il rend cependant un avis favorable. Ici, la notion de proximité ne semble pas recouvrir des significations partagées par les acteurs. Pour les uns, elle est conçue comme un outil politique de gestion, pour les autres, elle se traduit en pollutions et nuisances et pose le problème de la contradiction des intérêts présents sur le territoire. Face à une telle « incompréhension » des populations, la réunion d'un groupe technique sur la gestion des boues de stations d'épuration, sous l'autorité du préfet, se conclut le 28 juillet 1999 par la proposition de mise en place d'une communication envers le public.

- 14 Une Charte, destinée à être annexée au Plan Départemental de Gestion des Déchets, précise dans son préambule que *« l'élimination des déchets organiques doit associer les agriculteurs ou leurs groupements situés à proximité du lieu de production des déchets... »*. Les déchets d'un secteur donné concernent d'abord et avant tout les partenaires locaux. Pour cette raison, mais aussi pour éviter de faire des déchets un objet commercial ordinaire, leur transport à longue distance est proscrit. De plus, la proximité entre le lieu de production, le lieu de traitement et le lieu d'élimination des déchets participe à l'amélioration de leur traçabilité. Selon le principe de proximité, l'élimination agricole des déchets en provenance d'un autre département ne peut être envisagée que pour des boues issues de stations limitrophes. Dans le corps du texte, est rappelé que *« les boues sont épandues au plus près de leur lieu de production pour permettre un suivi efficace »*. On remarquera que la proximité entre production, traitement et élimination est conçue d'abord comme réponse à un problème de traçabilité, soulignant ici¹⁰ l'influence des acteurs agricoles dans la rédaction de la Charte.
- 15 Pour la Chambre d'Agriculture¹¹ (CA), la notion de proximité s'inscrit dans une perspective de gestion du contrat entre agriculture et société, déclinée et nourrie aux niveaux locaux. *« Si les agriculteurs acceptent les boues, c'est parce que le monde agricole joue un rôle d'acteur social. La valeur fertilisante est un plus dont on se fiche au niveau du département. Cette huile dans les rouages n'a de sens qu'au niveau local. Si on sort de cette logique, s'il n'y a plus de proximité sociale, il n'y a plus que la notion de risques. Et alors la Chambre d'Agriculture ne conseillera pas d'épandre »*. Semblablement, la proximité est au centre du débat lors de la réunion du comité de gestion restreint de la Mission déchets le 16/5/01. *« Les différents membres du comité admettent qu'elle concerne l'épandage et non pas le compostage. Il apparaît en effet opportun que les terres agricoles, à proximité de l'agglomération productrice de boues, soient les destinataires de l'épandage »*. L'enjeu est ici la segmentation de la filière entre des acteurs agricoles (CUMA), réalisant l'épandage, et des acteurs industriels (éventuellement associés aux CUMA), effectuant le compostage. La proximité est en effet instrumentalisée dans des jeux concurrentiels. Inscrite dans la Charte, elle devient un atout central pour les CUMA, *« qui travaillent sur la base de petites unités de proximité »*.
- 16 En pleine controverse départementale, la CA soutient cette perspective lors d'une session de travail consacrée à l'épandage des boues¹². *« Lorsque la voie de l'élimination agricole est retenue : la CA réaffirme son adhésion aux principes de la Charte... Elle demande que soit précisé et imposé le principe de proximité. Pour la CA, ce principe interdit le transport des déchets au-delà des limites du département et l'importation d'autres départements, même voisins. Elle demande également que ce principe permette d'imposer le compostage et l'épandage aux alentours de leur lieu de production. Une telle approche territoriale est conforme à l'esprit de la loi, qui tient les producteurs de déchets responsables de leurs déchets jusqu'à leur élimination. De façon plus globale, la CA est favorable au traitement et à l'épandage organisé par des groupes d'agriculteurs. Combinée avec l'approche territoriale, c'est une implication citoyenne qui donne un sens supplémentaire à l'action des agriculteurs dans le milieu rural ou urbain qui les environne. Elle souhaite que la prise en charge de ce travail soit le fait direct des agriculteurs (les CUMA étant une des formes possibles) dans un souci de solidarité locale et non de commerce »*. En regard, le périodique relate que *« le préfet a enregistré avec satisfaction cette prise de position publique. Il distingue, comme la loi le précise, deux opérations : le traitement par compostage et l'épandage, dont les procédures ne passent pas par les mêmes textes, les mêmes avis et pas forcément par les mêmes opérateurs »*. Ce rappel à l'ordre du préfet, que la presse agricole se garde de

souligner, permet cependant une interprétation souple du principe... Ce que confirme, en débat public, un responsable de la DDAF. « Pour la proximité, il y a collecte dans un rayon de 70 km et l'épandage est prévu à proximité de la zone de production des boues. Cet aspect n'est pas précisément défini et sera abordé dans le cadre du débat instauré par la mission départementale des déchets ». Mais pour les CUMA, qui souhaitent prendre en charge l'ensemble des opérations, « St-Paul la Roche (là où est implanté l'industriel concurrent des CUMA), n'est pas la proximité de Périgueux ».

- 17 Les associations départementales reconnues¹³ soutiennent la position agricole. La SEPANSO, déclinaison départementale de France Nature Environnement, souligne que « l'emplacement prévu pour ce projet est trop éloigné de l'agglomération de Périgueux d'où viendraient boues et déchets verts, alors que normalement, selon la Charte, le compost obtenu devrait être épandu à proximité du lieu de production des déchets. Si le site de Rampinsolle était initialement prévu trop proche de la ville, il ne faudrait cependant pas que l'installation soit située à plus de 15 km pour limiter les distances de transport »¹⁴. La proximité est argumentée ici pour prendre parti en faveur des CUMA. La SEPANSO défend aussi une politique d'une autre échelle. A propos des boues de stations d'épuration, elle considère que, même s'il y a problème, l'épandage est préférable à l'incinération. En soutenant qu'il faut bien épandre ou composter quelque part, elle se retrouve en retrait dans les conflits locaux. D'où une (éventuelle) difficulté de relations avec les associations locales, car les intérêts et la notion d'équité divergent selon l'échelle spatiale de leur appréhension. Pour l'association AID¹⁵, le choix du site n'est pas judicieux car, « en premier lieu la proximité n'est pas respectée. Il y a une source en partance, juste sous la future usine. Le projet doit se réaliser au milieu d'un village peuplé, situé aux confins de plusieurs communes ».

1-3- Proximité, qualification et disqualification des locuteurs

- 18 Le principe de proximité apparaît ainsi comme un instrument de gouvernement des ménages à la disposition des gestionnaires. Au niveau national, la position de l'ADEME conforte cette conception. « Les notions de précaution, de traçabilité, de transparence et de proximité doivent être clairement affichées et relayées par une large communication qui doit permettre au grand public de comprendre ce qu'est l'épandage agricole des boues de stations d'épuration »¹⁶. Tandis qu'au plan local, la notion permet aussi de disqualifier certains opposants. Ainsi, le commissaire enquêteur du premier conflit souligne dans son rapport : « une minorité très agissante (...) a mobilisé un grand nombre de personnes ne résidant pas toujours à proximité du site en question ».

2- La proximité au sein des mobilisations : ressource argumentaire et ressort de constructions identitaires

- 19 Dans les consignations sur le livret d'enquête publique et les lettres adressées au commissaire-enquêteur, les arguments émis résultent de démarches d'individus, mais doivent être considérés comme des constructions collectives, qui prennent sens dans l'histoire des mobilisations. Alors, l'apparition de la notion de proximité dans la Charte entre les deux projets d'implantation, l'un en 1999 (La Douze), l'autre en 2001 (Saint-Paul la Roche), explique son influence dans la construction argumentaire. Lors du premier conflit, la proximité est invoquée pour s'opposer au projet dans sept consignations, mentionnant l'existence d'habitations ou d'un équipement de loisir. Le

principe est mentionné deux fois. Dans le second conflit, les intervenants s'en emparent. Sur le registre d'enquête publique, la proximité, qui renvoie à la distance aux habitats ou aux équipements, est mentionnée dans 20% des consignations dont l'origine communale est identifiable et le principe de proximité explicitement dans 25%. À St-Paul, commune d'implantation de l'installation, il intervient dans 24% des consignations ; à Nanteuil/Thiviers, deux communes limitrophes et affectées par le site : 19% ; dans les communes plus éloignées : 32%. L'argument de l'importance de la population résidant à proximité du site clive par contre la commune du site et les deux communes voisines (45 % et 43 %) des autres communes (6 % et 11^{ème} position). Ainsi, le principe de proximité est surtout mis en avant dans les communes les plus éloignées, tandis que les consignataires des communes les plus proches décrivent des problèmes de proximité.

2-1 L'expérience de proximité comme ressource argumentaire légitime

- 20 Pour les riverains, la proximité de l'installation est d'abord un problème de cohabitation. Les arguments mettent en avant l'odeur (42%), le bruit (20%), la poussière (18%) et le risque de pollution des eaux (21%). Cette proximité dessine une appréhension, faite de souffrances et de risques. En effet, le moindre écart de gestion des boues révèle leur « *odeur acide de charogne* ». Ce que soulignent nombre de consignataires. « *L'odeur nauséabonde dégagée par l'usine en passant sur la nationale est insupportable pour tous les riverains de l'usine...* ». Le compostage, qui mélange ici boues et écorces de pin, dégage aussi une poussière irritante. « *Mes parents habitent à 150 m environ du site, je ne peux plus leur rendre visite ainsi que mes 2 enfants, à cause des odeurs et des poussières* ». Au-delà, les riverains sont sensibles à la pollution des eaux, dont ils ont une longue expérience, traduite par le renchérissement du prix de l'eau potable et de multiples conflits à propos d'épandages de lisier dans la région. « *Le risque de pollution de l'eau est à prendre en considération, car si jamais il y avait pollution, plus de 1000 personnes se trouveraient privées d'eau potable !* ». La proximité, exprimée par les riverains, est finalement liée à celle d'une installation classée, problème posé depuis le décret napoléonien de 1810.
- 21 Cette proximité est conçue à partir d'expériences quotidiennes de dangers et de nuisances. C'est d'abord celle de la découverte d'un changement de contexte. « *Nos craintes s'avèrent bien fondées : odeurs très désagréables, poussières impures, bruit, vapeurs toxiques, nappes phréatiques souillées, sans compter un va-et-vient incessant de camions, et dégradation de la route* ». La rencontre est en effet une épreuve, qui marque l'activité quotidienne et va jusqu'à affecter le corps. « *Risques de pollution de l'eau et des odeurs (nous en avons tous les jours). Les yeux rougissent des démangeaisons dues à la poussière. On ne peut plus manger dehors, étant proche du site. Le linge sec étendu sent mauvais. J'ai 5 enfants et 13 petits-enfants habitant les alentours ; que va devenir leur santé ?* ». La proximité prend la forme d'un espace où l'activité est problématique ; elle isole, voire enferme. « *Pendant quatre jours, on n'a pas pu ouvrir les fenêtres, tellement ça sentait mauvais* »... Cette nouvelle proximité scande le temps. « *Les conditions de vie se détériorent. Dès 4h du matin, les premiers camions arrivent puis ce sont les odeurs* ». Les souffrances qu'elle procure sont des ressorts pour chercher à comprendre, à caractériser la situation. « *Des camions qui passent à 1,60 m de ma maison, qui provoquent bruit et vibration (intense)... Des boues qui tombent devant les fenêtres, avec les odeurs ! Le 3 juillet à 8 h j'en ai ramassé des échantillons* ».

- 22 Nombre de consignataires remarquent plus simplement que le traitement des boues est contradictoire avec le principe de proximité. La distance, la circulation des poids lourds transportant des déchets et ses risques, est un argumentaire largement repris. « *Le principe de proximité n'est pas respecté : 116 km aller-retour avec des produits polluants transportés à vive allure (par des camions non couverts) me choque particulièrement (j'en ai suivi pour le savoir) »*... D'autres soulignent que l'origine des boues peut être plus éloignée encore. « *La provenance des boues à traiter n'est pas claire dans le dossier. Il marque une provenance du Grand Sud-Ouest alors que le Conseil Général a voté à l'unanimité le 19/6/99 l'obligation de ne traiter que des boues des stations d'épuration de la Dordogne »*.
- 23 Le principe peut alors être mis en avant par les populations pour montrer que la localisation de l'installation est opportuniste. Son choix est celui de l'entreprise et procède de ses stratégies de développement dans l'espace. La procédure, qui vise à aboutir à l'autorisation de l'installation, avec notamment l'étude d'impact, est un plaidoyer pour justifier - a posteriori - la localisation comme le meilleur choix possible, du point de vue des risques et de leur encadrement par les textes. Les propos dérivent alors vers la construction d'une argumentation visant à envisager l'alternative d'autres sites. « *Il est inacceptable que ce projet voit le jour au Petit Clos car il me semble que bien d'autres endroits auraient pu être retenus, et j'insiste, à proximité du lieu de production de celles-ci »*. L'un d'eux est même mis en avant. « *Il y a un camp militaire abandonné sur la route, plus près de Périgueux »*. Et l'argumentation souligne des considérants sociaux « *au moins, c'est inhabité !* », tout en développant une logique économique et spatiale « *c'est moins loin... Ça revient moins cher* ». Certains s'inscrivent même dans l'impératif de gestion pour réclamer une autre application du principe. « *Nous sommes conscients que chaque déchet et boues doivent être traités, mais nous sommes certains qu'il existe d'autres endroits beaucoup plus adaptés à l'installation d'usine de ce genre* ».
- 24 La proximité suscite des expériences partagées du territoire et plus encore de la connivence et de la compréhension. « *La proximité n'est pas seulement physique. Elle est censée être également compréhensive* » (Paoletti, 1999). Cette compréhension peut aussi fonctionner lors de relations de proximité conflictuelles entre acteurs qui se reconnaissent mutuellement, au travers d'expériences partagées. La proximité est alors conçue comme devant contribuer au lien social.

2-2 Proximité du risque, mobilisations et constructions identitaires

- 25 La mobilisation est autant liée à la défense de l'identité communale qu'à la distance à l'entreprise. L'usage de la notion de proximité affecte la mobilisation des populations, mais elle définit surtout des territoires basés sur des identités communales. En effet, on observe une plus forte mobilisation sur la commune du site d'implantation, même lorsque les consignataires sont spatialement plus éloignés (42,8% des ménages de Saint-Paul la Roche interviennent lors de l'enquête publique), que dans les communes périphériques (de 0,4 à 6,4 % des ménages). Ici la proximité spatiale fait place à une proximité sociale qui renvoie à une distinction des identités communales.
- 26 La mobilisation, notamment lors du second conflit, s'appuie sur l'expérience de mobilisations antérieures et de réseaux préexistants (association de parents d'élèves, conseil municipal...), soulignant les relations de proximité socialement construites et les remodelant. En effet, la prise en compte du long terme dans les relations de proximité suscite l'émergence d'associations locales ayant pour objectif la défense

environnementale du territoire, et leur séparation —organisée— avec les autres associations préexistantes, pour préserver le futur de la nécessaire cohabitation des acteurs dans la proximité. C'est ce futur du territoire, c'est-à-dire le projet qu'en ont ses acteurs, à partir de leurs expériences du territoire, incluant leur devenir comme individus et collectifs, qui est contrecarré par le projet contesté. Cette dynamique de patrimonialisation (Ollagnon, 1989) vise aussi à construire et reconstruire l'identité collective fragilisée, en exprimant l'attachement au territoire, au travers de ses hauts-lieux.

- 27 Les consignataires soulignent la contradiction illustrée par l'installation d'une entreprise polluante dans le périmètre d'un Parc naturel régional (PNR) de constitution récente (34 %). Ils sont également préoccupés par les incidences possibles de l'usage des boues sur les démarches de qualité des agriculteurs du territoire (28 %). La mise en place du PNR a en effet été l'occasion de conforter une dynamique d'inscription de la filière bovine du nord du département au travers d'un label et d'un projet d'IGP¹⁷. Les aménités du site sont désormais reconnues. *« Nos terres, nos bois et notre patrimoine situés à proximité du site seront complètement dévalorisés et souillés et l'air que nous respirons pollué. Nous avons actuellement un site très agréable, un air pur, du calme à volonté. Nous avons une belle région, sachons la conserver pour nos enfants »*. Des éléments du paysage sont magnifiés. *« Nous vous rappelons la proximité des étangs de la Prade... »*. Jusqu'ici relativement ignoré des populations, le PNR devient emblématique du territoire. *« Les collectivités locales ont voulu intégrer la commune de St-Paul La Roche au territoire du PNR, procédure qui cherche à valoriser le développement d'activités sur ce territoire, tout en respectant et valorisant un milieu naturel intéressant. Je ne pense pas que le traitement de boues d'épuration soit très compatible avec cet objectif »*. Certes, le patrimoine est aussi, ici comme ailleurs, celui des biens immobiliers privés. *« La dévalorisation de nos maisons »* est maintes fois mentionnée. De même que la préoccupation envers le tourisme : *« Drôle d'image pour le développement du tourisme en Périgord vert »*. Même le label de qualité attribué à l'élevage limousin local devient un référent local : *« Pour que les agriculteurs puissent garder leur label de qualité pour leurs produits »*.
- 28 La mobilisation de proximité construit une identité d'opposant pour affronter le conflit. Cette identité émerge, adossée à des expériences et des histoires partagées. Plus tard, en cas de défaite, elle permettra de *« tenir »* grâce au collectif, ou plutôt, grâce à l'idéologie collective de défense (Dejours, 2000) qu'il va mettre en place pour dénier le risque maintenu. La mobilisation et son inscription dans la durée peuvent être définies comme éléments de survie du collectif. À défaut, des fuites individuelles s'enclencheraient. Elles stigmatiseraient d'autant ceux qui n'ont pas la capacité d'une telle émigration, transformant le territoire en espace de relégation. La fragilité de la construction mentale est cependant réactualisée par les nuisances (odeurs, et notamment celles de déchets, emblématiques des stigmatisations et des distinctions sociales) plus que par les risques (qui n'ont pas de visibilité publique). Ainsi se réactive l'existence de l'installation occultée par l'idéologie collective de défense.
- 29 Plus largement, le principe de proximité est aussi interrogé ici d'un point de vue anthropologique. *« Si on me dit que la station va épandre des boues, c'est les miennes qu'on ramène... Le problème des gens, c'est de se déconnecter de leurs déchets. Ils ne veulent pas savoir : les déchets doivent disparaître »* (Chotard, 2000). On ne peut ignorer que les boues sont une expression emblématique du retour du refoulé. Le stercus - la merde - se représente ici à ses émetteurs (Laporte, 1978).

2-3- Une autre mobilisation du principe de proximité par les opposants ?

- 30 En Dordogne, le principe est inscrit dans la Charte après le premier conflit. Lors du second, il est invoqué pour s'opposer à l'installation. Il apparaît comme instrument de construction d'un rapport de force qui permet de rassembler des populations hétérogènes, socialement et spatialement. Tout en enrichissant la mobilisation, son énonciation permet aussi d'enfermer ou de clore le débat. Elle érode la richesse du contenu argumentaire, ce que souligne son adoption notamment par les interpellants les plus éloignés du site de l'installation. Pour eux, l'argument décontextualise le débat : il transforme la notion en slogan. Tandis que pour les consignataires plus proches de l'installation, les arguments mettent en évidence toute la richesse d'un « monde environnant expérimenté » (Quéré, 1997).

3- Proximité du risque, sens et aménagement du territoire

- 31 Le principe de précaution, en mettant en perspective le présent à partir du futur, invite les populations à se représenter dans un processus de relégation. Le projet soumis à l'enquête publique acquiert ainsi une dimension d'irréversibilité et, plus encore, fonctionne comme système ayant sa propre autonomie de développement. À ce niveau, il est envisagé comme un dispositif dynamique — les volumes de déchets traités croîtront et proviendront d'espace de plus en plus éloignés — mais aussi comme un dispositif d'appel. Les infrastructures et les savoirs de gestion des risques sont en effet propices au regroupement de projets similaires. Le projet peut ainsi paraître initier une politique d'aménagement du territoire visant à cantonner les risques pour mieux les gérer. « Nous ne souhaitons pas que notre Nord Dordogne devienne la poubelle du département avec un incinérateur, une usine de compostage et un dépôt de déchets nucléaires »¹⁸. Les populations ont conscience des dynamiques de concentration des risques. Mais, jusqu'à récemment, elles les dénonçaient rarement, car il n'était pas aisé de saisir ce qui lie des dispositifs techniques et administratifs pour marquer le long terme. La multiplication des conflits d'implantations à risque et la connexion des expériences associatives ouvrent désormais une perspective qui en permet mieux l'appréhension par les populations riveraines.

3-1- L'aménagement du territoire : une relégation spatiale ?

- 32 L'interrogation collective du projet met en évidence les tendances à la concentration d'installations. « La déchetterie Fossemagne gérée par la SURCA, une volonté d'installer un incinérateur, et le site des boues usées d'Aquitaine Compost SA, semblent installer un triptyque de pollution qui, avec les vents dominants d'Ouest, apporte une menace pour l'Est du département où se trouve la vallée de la Vézère, patrimoine de l'humanité ». La perspective peut aussi être renversée pour susciter des alternatives. « Je ne comprends pas non plus pourquoi on ne cherche pas à limiter la pollution à certaines zones déjà touchées et pourquoi on autorise la société AES à traiter les boues au Petit Clos, une zone jusqu'ici à peu près indemne de pollution ». Les projets ne peuvent alors qu'interroger sur leurs potentialités à initier une politique de relégation de risques.

- 33 Mettre ici ce que l'on ne veut pas ailleurs, telle est la représentation qu'ont désormais les riverains des projets impliquant des pratiques contestées et/ou à risques. Lorsqu'elle est affectée par des contraintes sanitaires (nuisances, pollutions de l'air, de l'eau...), la représentation du territoire se dégrade et affecte celle de ses populations. Cette relégation des risques est perçue comme une iniquité sociale. « *Je trouve révoltant de prendre sans cesse la campagne pour une poubelle des villes, au mépris des populations proches du site* ». Cette thématique de la poubelle est récurrente, d'autant qu'elle est relayée par la presse départementale¹⁹. « *Le site permet de s'étendre, on va devenir la poubelle de l'Aquitaine* », déclare un Conseiller Général lors d'une réunion à la salle des fêtes de la Douze²⁰. Les populations ont le sentiment d'une grande injustice. La commune est « *réquisitionnée pour accepter ce que personne ne veut, sans se soucier des habitants. Et nous, nous n'aurions rien à dire ?* ». La relégation environnementale est perçue comme un risque de relégation sociale. En effet, la corrélation entre environnement dégradé et inégalités sociales (Di Méo, 1998) est le fruit d'une dynamique au sein de laquelle les populations les plus défavorisées sont captives. Un tel territoire devient celui de populations contraintes à en subir les risques. Ce sont les incidences des « *inconvenients normaux du voisinage* » que dénonce Prieur (1981). Ici l'environnement dégradé devient un marqueur social.
- 34 Les sites d'implantation d'entreprises à risque sont retenus d'abord pour des motifs d'opportunité. Ensuite, l'habillage peut être technique : ainsi peut être avancée la proximité d'une voie ferrée, bien que, pour des sites distants de moins de 70 Km, elle implique des reports de charge avec la route, environnementalement plus dommageables. Il recouvre aussi des dimensions financières, lorsque des communes connaissent des difficultés budgétaires et sont incitées par des taxes professionnelles ou la prise en charge d'équipements. Ailleurs, leurs habitants, parce que déjà soumis à d'autres contraintes, seraient plus tolérants envers les nouvelles implantations. Le temps leur aurait fait accepter des pratiques contestées autre part et/ou un risque désormais intégrés dans leur univers du quotidien. Pour les porteurs de projets, la norme éthique se limite à une négociation entre porteurs d'intérêts. Le principe de proximité permet et masque les logiques de cantonnement spatial à l'œuvre.
- 35 Le sentiment d'être dans une dynamique de relégation accroît cependant la représentation du risque par les populations, tandis que l'idée d'être impliqué dans une situation à risque suggère l'inscription dans une dynamique de relégation. Désormais, la relation fait système et nourrit mobilisations et argumentations.

3-2- Entreprise, lien social et relégation

- 36 La proximité habitat/ICPE a toujours été problématique et son histoire est celle d'un long conflit (Massard-Guilbault, 2003). Depuis plus de deux siècles, les gouvernants ont tenté de « *pacifier* » cette relation en l'incluant dans des procédures juridiques, ainsi des enquêtes « *de commodo et incommodo* » qui devinrent dans la période contemporaine des enquêtes publiques, étayées plus récemment de Commissions locales d'information et de surveillance. Ce conflit s'est souvent résolu par le découplage, ou plutôt la distinction (aussi au sens de Bourdieu) entre espace industriel et espace de résidence du point de vue des nuisances. Déjà, au début du 20^e siècle, des ouvriers qualifiés de l'usine du gaz de France à la Plaine Saint Denis s'établissaient à l'opposé de la ville, là où les odeurs nauséabondes de l'usine n'étaient plus perçues. Quant aux ouvriers trop démunis pour

envisager une telle résidence, ils devaient accepter les nuisances et la domination omniprésente qu'impliquait la proximité de l'usine (Nicourt et Girault, 1997).

- 37 Aujourd'hui, avec des populations renouvelées par les mutations sociodémographiques, les ajustements et les compromis ne peuvent s'appuyer sur une reconnaissance de l'activité des interlocuteurs et de leur coactivité territoriale. L'entreprise, qui traite des déchets avec la stigmatisation sociale que cela implique, reconstruit l'identité du territoire. C'est ainsi que ceux de l'extérieur se le représentent et ce vers quoi ceux de l'intérieur ont le sentiment de glisser imperceptiblement. Cette identité, imposée par l'entreprise (un territoire de traitement de déchets), ne pourrait être compensée que par une reconnaissance de savoir-faire ou de ressources identitaires complémentaires qui nourriraient positivement l'identité territoriale.
- 38 L'insertion territoriale des ICPE est posée sur la durée. Dans les cas observés, leurs interpellations montrent qu'elles ne contribuent pas à l'élaboration des liens sociaux de proximité. Ainsi les emplois induits concernent une autre échelle spatiale et les relations d'entraide sont inexistantes, au contraire de celles mises en place par certaines entreprises de proximité, tels les élevages, qui parfois « compensent » ainsi les nuisances qu'ils occasionnent (Nicourt et Girault, 2000). La plupart des ICPE constituent des îlots²¹. Elles ne peuvent mettre en place de normes pragmatiques, pour prendre en compte les spécificités locales des enjeux et des acteurs, et s'inscrire ainsi dans la construction d'un intérêt général territorialisé (Lascoumes et le Bourhis, 1998).
- 39 S'il faut considérer que cette mise à distance de telles entreprises permet aussi de les occulter, la seule légitimité qui demeure est celle de ceux qui habitent ou utilisent l'espace qu'elles prétendent modifier (Tapie-Grime, 1997). L'îlot navigue alors entre proximité et distance sociale.

Conclusion

- 40 Les liens de l'entreprise et du territoire ont relevé d'abord d'agressions, de risques et de nuisances. Ce faisant, ils ont organisé les populations contre elle. Paradoxalement, l'entreprise nuisante a produit du lien social et, plus avant, contribué à nourrir l'identité collective. Mais sur la durée, la mobilisation devient histoire. Au-delà de l'implantation, la réunion périodique de la CLIS en est le témoignage formel principal. En dehors des associations locales, qui dénoncent comme une litanie des problèmes d'accès ou de qualité de l'information, elle est plutôt passée sous silence ou qualifiée, par dérision, de « *combat d'arrière-garde* ». La solidarité des résidents est silencieuse. Et c'est ce silence qui permet de ne pas fragiliser l'équilibre amer reconstruit.
- 41 Au final, on pourrait s'interroger sur l'apparente contradiction entre le principe de proximité défendu par les textes régissant les déchets et celui d'éloignement, qui concerne leurs installations de traitement. Tous deux visent à soutenir le développement des entreprises, tout en limitant la marge de manœuvre des populations proches. L'ensemble devient cohérent lorsqu'on le considère comme un instrument de gouvernement qui, au travers du guidage de l'implantation d'infrastructures destinées à limiter les risques des entreprises, aménage le territoire. La cohérence avec les textes qui régissent les ICPE est aussi dans l'affectation de populations dominées et disqualifiées selon des critères explicites (densité de population) ou implicites (populations défavorisées...). Pour ces populations, la proximité fonctionne comme opérateur d'analyse

spatiale. Elle permet de dénoncer la construction de territoires de relégation avec l'aide du principe de précaution, comme outil de conception du présent à partir du futur.

- 42 Deux conceptions de la proximité s'affrontent alors. Dans l'une, c'est un territoire d'activités et d'expériences collectives. Dans l'autre, c'est un paramètre de gestion. L'expression de ces légitimités souligne les marges de manœuvre du principe, révélant des dissymétries de pouvoir. La proximité oppose à la légitimité de ceux qui habitent ou utilisent l'espace que prétend modifier l'entreprise celle de ceux qui opèrent les choix d'aménagement, au nom de l'intérêt général. Elle disqualifie d'abord, au nom de la solidarité, ceux qui n'assumeraient pas « leurs » déchets. Puis, par glissement sémantique, en se définissant comme distance, elle érode sa dimension sociale, pour se constituer en outil d'arbitrage (Bauman, 2002). Elle est susceptible alors de démoraliser le problème que pourraient poser aux gestionnaires les mobilisations dénonçant les choix d'aménagement.

BIBLIOGRAPHIE

- Bauman Z., 2002. *Modernité et holocauste*. Paris : La Fabrique. Londres : Polity Press, 1989.
- Blatrix C., 1999. Le maire, le commissaire enquêteur et leur « public ». La pratique politique de l'enquête publique. in Blondiaux L., Marcou G., Rangeon F., *La démocratie locale : représentation, participation et espace public*. Paris : PUF.
- Boltanski L., Thevenot L., 1991. De la justification, Les économies de la grandeur, Paris, Gallimard.
- Bonduelle-Groupe., 2000. *Charte d'approvisionnement des légumes destinés à la transformation et la commercialisation par le groupe Bonduelle*. 26 p.
- Chotard M., 2000. Séance introductive au « Forum Boues ». Paris.
- Dejours C., 2000. *Travail, usure mentale* (3ème ed.). Paris : Bayard
- Di Méo G., 1998. *Géographie sociale et territoires*. Paris : Nathan.
- EPEES, (collectif) 2000. L'événement spatial. *L'Espace géographique*, 3, pp. 193-199.
- Foucault M., 1984. *Le souci de soi*. Paris : Gallimard.
- Guillerm A., Lefort A. C., Jigaudon G., 2004. *Dangereux, insalubres et inconfortables : paysages, industriels en banlieue parisienne (XIX-XX^e siècles)*. Seyssel : Champ Vallon.
- Jobert A., 1998. L'aménagement en politique ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général. *Politix*, n°42, 67-92.
- Laporte D., 1978. *Histoire de la merde*. Paris : Bourgois.
- Lascombes P., 1995. Les arbitrages publics des intérêts légitimes en matière d'environnement. *Revue Française de Sciences Politiques*, 45, 3, pp. 396-419.
- Lascombes P., Le Bourhis J. P., 1998. Le bien commun comme construit territorial. Identités d'action et procédures. *Politix*, 42, pp. 37-66.

- Le Floch Y., 2000. *Approche spatiale quantitative des risques de conflits entre riverains et maître d'ouvrages autoroutiers. Détermination d'une mesure de la gêne induite en fonction de la distance de l'ouvrage, modèle association de localisation de tracé*. Thèse de doctorat en aménagement Tours. 241 p.
- Lecourt A., 2003. *Les conflits d'aménagements. Analyse théorique et pratiques à partir du cas breton*. Doctorat de Géographie. Université de Rennes 2.
- Maget M., 1955. Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques. *Bulletin de psychologie*, 6, 7-8, pp. 375-382.
- Massard-Guilbaud G., 2003. *Une histoire sociale de la pollution industrielle dans les villes françaises (1789-1914)*. HDR, Université de Lyon 3.
- Mathieu N., Jollivet M., (eds). 1989. *Du rural à l'environnement, la question de la Nature aujourd'hui*, pp. 258-268. Paris : L'Harmattan.
- Mele P., 2004. Conflits et controverses : de nouvelles scènes de production territoriales. Colloque Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action. Rennes.
- Nicourt C., Girault J. M., 1995. *Contribution des contraintes de l'environnement à la dynamique des territoires urbains*. Rapport Plan Urbain. Ivry : INRA-STEPE. 173 p. et annexes.
- Nicourt C., Girault J. M., 1997. Environnement et relégation sociale, l'exemple de la ville de Saint-Denis du début du XIX^e siècle à nos jours. *Natures Sciences Sociétés*, 5, 4, pp. 23-33.
- Nicourt C., Girault J. M., 2000. Les odeurs d'élevage. Textes, conflits et négociations locales. *Economie Rurale*, 260, pp. 79-89.
- Nicourt C., Girault J. M., 2003. *La transformation des boues en déchets*. Rapport pour l'AIP AGREDE. Ivry : INRA. 118 p.
- Ollagnon H., 1989. Une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel. in : Mathieu N., Jollivet M., (eds). *Du rural à l'environnement, la question de la Nature aujourd'hui*, pp. 258-268. Paris : L'Harmattan.
- Paoletti M., 1999. La démocratie locale française. Spécificité et alignement. in CURAPP-CRAPs : *la démocratie locale. Représentation, participation et espace public*. Paris : PUF, pp. 45-61.
- Park R.E., Burgess E.W., Mackenzie R.D., 1925. *The City*. Chicago : University of Chicago Press.
- Prieur M., 1981. Requiem pour la réserve des droits des tiers. *Revue Juridique de l'Environnement*, 4, pp. 289-293.
- Quéré L., 1997. La situation toujours négligée ? *Réseaux*, 85, pp. 183-192.
- Tapie-Grime M., 1997. Le NIMBY, une ressource de démocratisation. *Ecologie et Politique*, 21. pp. 13-16.
- Trom D., 1999. De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative. *Revue Française de Science Politique*, volume 49, 1, pp. 31-50.
- Wisner A., 1985. *Quand voyagent les usines*. Paris : Syros. 196 p.

NOTES

1. *Sud-Ouest* : « La guerre du compost », 28/5/99.
2. L'analyse est issue d'une recherche menée dans le cadre de l'AIP AGREDE.
3. Les citations entre guillemets dont l'origine n'est pas précisée sont extraites de consignations inscrites sur les registres des enquêtes publiques analysées.
4. Bénédicte Ramade, « le déchet comme révélation esthétique », *Géo-café de Flore*, 19/12/2000.
5. Alinéa 14.1 de la circulaire du 28/6/2001.
6. « Vers une gestion écologique des déchets ménagers en val d'Oise », janvier 2000.
7. Les 10 priorités de FNE pour une nouvelle loi sur les déchets.
8. Sans référence à leur qualification juridique dans d'autres textes.
9. Installations classées pour la protection de l'environnement (loi du 19 juillet 1976).
10. Mais reprenant aussi la traçabilité comme activité essentielle des inspecteurs de telles installations classées, ainsi que comme conséquence de l'histoire « d'affaires », telles que celle de la décharge de Montchanin.
11. Entretien avec le directeur.
12. « La position de la Chambre d'Agriculture sur l'élimination des déchets non agricoles : l'agriculture n'a pas vocation à éliminer les déchets non agricoles », *Le Périgord Hebdo*, 12/10/01.
13. Dans les négociations administratives et signataires de la Charte.
14. Texte de la SEPANSO Dordogne, 8/5/01, en soutien à la mobilisation.
15. « Halte à l'incinération en Dordogne. Ce qui est polluant à la Rampinsolle ne l'est pas à Saint-Paul la Roche ? » *L'écho de la Dordogne*, 14/5/01.
16. CR réunion de travail du 22/7/99 à la CA.
17. L'Indication Géographique Protégée est l'un des multiples signes de qualité réglementairement reconnus.
18. 8/5/01 Tract de l'association Thiviers la Vie, commune jouxtant St Paul la Roche.
19. *Sud Ouest*, « La guerre du compost », 28/5/99.
20. *Sud Ouest*, « La Douze. Des boues qui font des vagues », 3/6/99.
21. En référence aux « îles anthropotechnologiques » d'Alain Wisner (1985), désignant ces établissements d'une firme multinationale délocalisée dans un pays en développement industriel, isolés techniquement et socialement de leur site d'implantation.

RÉSUMÉS

L'hypothèse de cet article est que les dimensions plastiques et polysémiques attribuées à la notion de proximité par les acteurs en font un instrument de gouvernement autant qu'un ressort de mobilisation légitimant les oppositions. Elle est testée lors d'enquêtes publiques conflictuelles concernant l'implantation de plateformes de compostage de boues de stations d'épuration en Dordogne. L'analyse met en évidence l'affrontement de deux conceptions de la proximité. Dans l'une, elle est un territoire d'activités et d'expériences collectives. Dans l'autre, la dimension sociale en a été érodée pour fournir un paramètre de gestion. L'expression de ces légitimités souligne la malléabilité du principe de proximité et révèle surtout les dissymétries de pouvoir de ses usagers.

The assumption of this article is that plastic and polysemous dimensions allotted by actors to the concept of proximity makes it as a government instrument as much as a spring of mobilization legitimating the oppositions. It is tested in the context of conflicted public legal inquiries concerning platforms of mud composting in french Dordogne. The analysis highlights the confrontation of two conceptions of proximity. In one hand, it is a territory of activities and collective experiments. In the other hand, social dimension has been eroded to provide a management parameter. The expression of these legitimacies underlines the room to manoeuvre with the principle of proximity and clearly reveals the dissymmetric power of its users.

INDEX

Mots-clés : proximité, enquête publique, déchets, risque, nuisances, mobilisations, territoire

Keywords : proximity, legal public investigation, waste, risk, harmful effects, mobilizations, relegation, territory, agriculture

AUTEURS

CHRISTIAN NICOURT

Ses travaux portent sur les effets des critiques des agriculteurs sur leur travail et leurs identités professionnelles ainsi que sur les effets territoriaux des risques et nuisances issus du développement agricole et industriel. Contact : nicourt@ivry.inra.fr

JEAN MAX GIRAULT

Ses travaux portent sur les effets des critiques des agriculteurs sur leur travail et leurs identités professionnelles ainsi que sur les effets territoriaux des risques et nuisances issus du développement agricole et industriel. Contact : girault@inry.inra.fr